

[Text]

trade in Canada has not contributed to poverty but to wealth. That is why it was put into place, and it is a very good example of important fundamental structural adjustment. So structural adjustment does not by itself contribute to poverty. It may be parallel with a decline in income per head in a country, but the income per head has in fact already arrived, and what you are trying to do is to make your economic structure adapt to what has become the real state of the economy.

• 1155

Of course if I do not agree with your premise that structural adjustment contributes to poverty, then the conclusion for me does not follow. I think ODA should in fact be used particularly in economies that have programs that give them some hope of growing in the future. I certainly believe in countries like Zambia, unless you have a structural adjustment program you will continue with a large black market, huge budget deficits, and very high levels of inflation; and a mismanaged economy of that type does not grow. So in order to grow you have to apply a structural adjustment program, and ODA should be used to help a country that adopts the proper economic policies and to reinforce the incentives towards better allocation of resources.

I know this answer may not satisfy you, but that is the way I see the problem.

On the second question, on capital flight, it is quite correct that of course our commercial banks are quite reluctant to invest in a lot of the indebted countries and to the extent they can they are withdrawing their money. However, we have very few means of preventing our banks from withdrawing that money, because our banks feel they are responsible to groups of shareholders and the shareholders tell them, come on, you have wasted money in these countries, why would you insist on continuing to put your money into them? It becomes harder and harder to continue to justify investing in developing countries unless they have a program the shareholders can believe will lead them to growth and more wealth.

So you see, here you have in a way a vicious circle. Unless the shareholders themselves, Canadians who hold shares in our banks, become convinced a country like Brazil or Argentina has proper economic policies, they will put enormous pressures on their directors to stop investing in that country.

However, the problem for local investors is not exactly the same, because they live in that country, they have to share the future of that country at least as long as they live there, and if they see some chance that their investment will bring in a rate of return they discount the risk in a way quite different, of course, from the way a Canadian commercial bank would.

[Translation]

disent que l'ajustement structurel contribue à la pauvreté, je répondrai que l'on peut soutenir que le libre-échange au Canada n'a pas contribué à la pauvreté ni à la richesse. C'est pour cela qu'on l'a instauré, et c'est un très bon exemple d'ajustement structurel fondamental. Donc, l'ajustement structurel ne contribue pas en soi à la pauvreté. Il se peut qu'il coïncide avec une baisse réelle du revenu par habitant d'un pays à laquelle l'économie essaie de réagir.

Évidemment, si je ne souscris pas à votre prémisse qui veut que l'ajustement structurel contribue à la pauvreté, je ne tirerai pas la même conclusion que vous. À mon avis, il faut donner de l'APD surtout aux pays dont les économies sont susceptibles de se développer. J'estime que si des comme la Zambie n'instaurent pas des programmes d'ajustement structurel, ils vont continuer à avoir d'énormes marchés noirs, des déficits budgétaires, des taux d'inflation très élevés; or, une économie mal gérée est incompatible avec le développement. Donc, pour faire croître l'économie il faut mettre en place un programme d'ajustement structurel; et il faut se servir de l'APD pour assister les pays qui adoptent les bonnes politiques économiques et pour encourager une meilleure affectation des ressources.

Je sais que ma réponse ne vous satisfera peut-être pas, mais c'est comme cela que je conçois le problème.

Quant à la deuxième question qui porte sur l'exode des capitaux, il est tout à fait vrai que nos banques commerciales sont réticentes à investir beaucoup d'argent dans les pays endettés et que, dans la mesure du possible, elles retirent leur argent. Cependant, il nous est très difficile d'empêcher nos banques de retirer leur argent parce que les banques se sentent responsables envers des groupes d'actionnaires et ces actionnaires leur disent: vous avez gaspillé de l'argent dans ces pays, pourquoi voulez-vous continuer à y investir? Il devient de plus en plus difficile de justifier des investissements dans des pays en développement à moins qu'ils n'aient des programmes qui, selon les actionnaires, vont contribuer à l'expansion économique.

Il s'agit donc d'un cercle vicieux. À moins que les actionnaires eux-mêmes, c'est-à-dire les Canadiens qui détiennent des actions de nos banques, ne soient convaincus que des pays tels que le Brésil et l'Argentine ont de bonnes politiques économiques, ils vont exercer d'énormes pressions sur les directeurs des banques pour qu'ils cessent d'investir dans ces pays.

Toutefois, le problème que connaissent les investisseurs locaux n'est pas tout à fait le même parce qu'ils vivent dans ce pays, ils partagent l'avenir du pays, du moins pour autant qu'ils y restent, et s'ils estiment qu'il est possible que leurs investissements aient un certain taux de rendement ils vont, à l'encontre des banques commerciales canadiennes, passer outre aux risques.